

PREP'AVOCAT

Droit pénal

Fascicule de cours

LA COMPLICITÉ

1 L'ELEMENT LEGAL

- **Article 121-7 du Code pénal** précise qu'il faut nécessairement un fait principal punissable.

Ainsi, il faut la réunion des trois éléments constitutifs de l'infraction pénale.

Les éventuelles causes subjectives d'irresponsabilité pénale ne sont pas prises en considération.

- La tentative d'infraction est également reconnue, mais il faut nécessairement une base légale (**Cass. crim., 4 août 1927 ; CA Nancy, 19 août 1965**). En effet, Il n'est pas nécessaire que l'infraction ait été consommée. Une infraction seulement tentée suffit pour entraîner la responsabilité pénale du complice.

- En revanche, le défaut d'imputabilité ou le fait que l'auteur principal soit en fuite, décédé, inconnu ou encore relaxé ou acquitté ne change rien à la situation du complice qui demeure responsable et punissable pénalement (**Crim. 8 janv. 2003, n°01-88.065**).

2 L'ELEMENT MATERIEL

- La jurisprudence précise que la complicité doit être caractérisée dans tous ses éléments (Cass. crim., 17 avril 1956). Il y a deux sortes de complicité :

a) La complicité par aide ou assistance :

- La jurisprudence détermine au regard de **l'alinéa 1^{er} de l'article 121-7 du Code pénal** **qu'en principe** l'aide ou l'assistance se traduit au regard d'un acte antérieur ou concomitant à la perpétration de l'infraction (Cass. crim., 20 mars 1997). Cependant, la jurisprudence **tempère le principe** en estimant que l'aide ou l'assistance **peut être postérieure**, à la suite d'une concertation entre l'auteur principal et le complice (Cass. crim., 1^{er} décembre 1998).
- Ensuite, l'acte doit être positif en principe (Cass. crim., 21 oct. 1948). Seulement, la jurisprudence a développé **des dérogations**. Ainsi, **le fait sciemment de ne pas s'opposer à la commission d'une infraction est constitutif d'une complicité par aide ou assistance** (Cass. crim., 27 octobre 1971). La jurisprudence précise notamment que l'assistance suppose que le complice se trouve sur place, tandis que l'aide s'explique par l'apport de moyens visant à commettre l'acte répréhensible (Cass. crim., 30 avril 1963). **Elle considère ainsi la complicité par fourniture de moyens pour accomplir un crime n'est légalement caractérisée, qu'autant, que celui qui est complice a fourni les moyens sachant qu'ils serviraient à accomplir le crime pour lequel l'auteur principal est poursuivi** (Cass. crim., 13 janvier 1955, *Nicolai*).

EX de complicité par abstention : Happy Slapping.

- Enfin, il doit s'agir d'un acte imputable (causal), il faut donc un lien de cause à effet entre l'aide ou l'assistance et la commission de l'infraction. - (Cass. crim., 15 déc. 2004, n° 04-81.684).

b) La complicité par instigation

- La jurisprudence précise que la complicité par provocation peut être une complicité par don, promesse, menace (**Cass. crim., 24 juillet 1985**). De même, elle peut constituer en un ordre donné à l'auteur principal (**Cass. crim., 21 septembre 1994**). Enfin, d'un abus d'autorité ou de pouvoir provoquant une infraction (**Cass. crim., 28 juin 1993 ; Cass. crim., 18 mars 2003, n° 02-85.565**).
- Quant à la complicité par fourniture d'instruction, ici le complice va être un auteur moral (intellectuel) de l'infraction, c'est-à-dire à chaque fois que l'agent aura fourni à l'auteur principal des renseignements précis de nature à faciliter la commission de l'infraction. - (**Cass. crim., 30 janv. 2019, n° 18-82.589**).

c) L'ELEMENT MORAL

- **Article 121-7 al.1^{er} du CP** : l'intention est déterminée au regard de l'adverbe « sciemment ».
- » Dès lors, l'auteur doit avoir la connaissance et la conscience d'aider ou d'assister, d'instiguer une infraction (provoquer ou instruire - **al. 2**). C'est la volonté de s'associer à un fait principal punissable en connaissance de cause.
- La jurisprudence précise que l'intention doit être caractérisée, le complice doit avoir la connaissance qu'il participe à une infraction volontairement (**Cass. crim., 1^{er} déc. 1944, D. 1944 ; 19 mars 1986**). L'intention de s'associer sciemment à l'entreprise délictueuse d'autrui suffit à caractériser l'élément moral (**Cass. crim., 15 févr. 1982, D. 1983** : il faut que le concours ait été apporté en connaissance de cause).
- **Article 121-7 du Code pénal** précise qu'il faut nécessairement un fait principal punissable.
Ainsi, il faut la réunion des trois éléments constitutifs de l'infraction pénale.

Les éventuelles causes subjectives d'irresponsabilité pénale ne sont pas prises en considération.

- La tentative d'infraction est également reconnue, mais il faut nécessairement une base légale (**Cass. crim., 4 août 1927 ; CA Nancy, 19 août 1965**). En effet, Il n'est pas nécessaire que l'infraction ait été consommée. Une infraction seulement tentée suffit pour entraîner la responsabilité pénale du complice.
- En revanche, le défaut d'imputabilité ou le fait que l'auteur principal soit en fuite, décédé, inconnu ou encore relaxé ou acquitté ne change rien à la situation du complice qui demeure responsable et punissable pénalement (**Crim. 8 janv. 2003, n°01-88.065**).

3 L'ELEMENT MORAL

- **Article 121-7 al.1^{er} du CP** : l'intention est déterminée au regard de l'adverbe « sciemment ».
- ». Dès lors, l'auteur doit avoir la connaissance et la conscience d'aider ou d'assister, d'instiguer une infraction (provoquer ou instruire - **al. 2**). C'est la volonté de s'associer à un fait principal punissable en connaissance de cause.
- La jurisprudence précise que l'intention doit être caractérisée, le complice doit avoir la connaissance qu'il participe à une infraction volontairement (**Cass. crim., 1^{er} déc. 1944, D. 1944 ; 19 mars 1986**). L'intention de s'associer sciemment à l'entreprise délictueuse d'autrui suffit à caractériser l'élément moral (**Cass. crim., 15 févr. 1982, D. 1983** : il faut que le concours ait été apporté en connaissance de cause.